

LA RECHERCHE « SOCIO-ÉCONOMIQUE » DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL DE RÉGIONALISATION DE L'ÉQUATEUR : L'étude des dynamiques de transformation d'une société rurale

Emmanuel FAUROUX

Economiste et sociologue, O.R.S.T.O.M., 24, rue Bayard, 75008 Paris

RÉSUMÉ

La détermination de « Zones Socio-Économiques Homogènes » (ZSEH) en Équateur a posé de délicats problèmes méthodologiques à l'équipe de recherche O.R.S.T.O.M.-PRONAREG du Ministère de l'Agriculture équatorien, à cause, notamment, de l'inexistence d'informations fiables actualisées à une époque où la Réforme Agraire était en train de provoquer de très profonds remaniements dans la société rurale.

La méthode choisie a consisté à ne pas prendre seulement en compte les situations socio-économiques actuelles, mais des zones déterminées par des séquences d'évolution.

Ces séquences connues, il a été procédé à une double démarche : d'abord la prise en compte des dynamiques de très longue période, ensuite l'étude de la formation sociale rurale équatorienne comme un sous-ensemble de la formation sociale centre-andine, afin de mieux comprendre et de relativiser la place des divers phénomènes sociaux observés.

Cet élargissement de la problématique aboutit à une détermination plus précise de mécanismes qui meuvent les dynamiques de transformation des sociétés étudiées, et devrait permettre d'esquisser un passage à la prévision.

MOTS-CLÉS : Zonification socio-économique — Régionalisation — Dynamiques de transformation — Systèmes sociaux de production — Séquences d'évolution de systèmes sociaux de production.

ABSTRACT

THE « SOCIO-ECONOMIC » RESEARCH AS PART OF THE NATIONAL PROGRAMME OF REGIONALIZATION IN ECUADOR :
THE STUDY OF THE DYNAMICS OF TRANSFORMATION IN A RURAL SOCIETY

In Ecuador, the O.R.S.T.O.M.-PRONAREG research group from the Ministry of Agriculture was faced with some critical methodological problems concerning the definition of « Homogeneous Socio-economic Zones » due particularly to the absence of updated reliable information at a time when the Agrarian Reform brought about considerable modifications in the rural society.

The method selected consisted not only in considering the current socio-economic situations but also zones defined by sequences of evolution.

Once these sequences have been identified, a double approach was made : first, dynamics were considered over a very long period, then the Ecuadorian rural social group was studied as a sub-unit of the social group prevailing in the center of the Andes in order to better understand and relativize the various social phenomena observed.

This extension of problematics leads to determine more precisely the mechanisms governing the dynamics of transformation in the societies under study and should allow to start making forecasts.

KEY WORDS : Socio-economic zoning — Regionalization — Dynamics of transformation — Social systems of production — Sequences of evolution in the social systems of production.

Parmi les objectifs de recherche imposés par la Convention liant l'O.R.S.T.O.M. au Ministère équatorien de l'Agriculture (MAG) figurait un important volet socio-économique (1).

Il s'agissait, en premier lieu, de collecter et d'analyser une très importante documentation statistique en vue d'établir un « diagnostic agro-socio-économique du secteur agricole ». Tous les domaines de l'activité agricole étaient concernés : infra-structures, terre, productivité, capital, revenus, consommation... Une lourde enquête, dirigée par Alain BERNARD (2), permit la réalisation de ce premier objectif sur un échantillon de plus de 8 000 exploitations. Le travail de terrain fut effectué en 1975; une première élaboration des résultats a donné lieu à la publication, à la fin de 1978, de 15 volumes de tableaux (3).

En second lieu, il s'agissait de déterminer des zones « à structure socio-économique homogène », selon l'expression proposée par les « termes de référence », ou, plus simplement, des « Zones Socio-Économiques Homogènes » (ZSEH).

Les conditions dans lesquelles a dû se réaliser cette détermination n'ont pas permis de recourir aux méthodes traditionnelles qui ont toutes en commun de s'appuyer sur le traitement d'une information existante, principalement sous une forme quantitative. L'inexistence de cette information, en Équateur, à la fin de 1975, lorsque cette étude fut mise en chantier, a rendu nécessaire la recherche de solutions originales. Ce sont les étapes de cette réflexion que nous voudrions présenter, à très grands traits dans une première partie : « la détermination des Zones Socio-Économiques Homogènes (ZSEH) ».

Ce premier objectif atteint, il nous a paru possible d'aller nettement plus loin dans une voie encore peu frayée, celle des interrelations possibles entre planification et anthropologie. Nous avons ainsi tenté d'élaborer une méthode visant à déterminer des « Zones Socio-Économiques Potentielles Homogènes (ZSEPH) ». Dans l'esprit de cette tentative, il ne s'agit pas, à proprement parler, de prévision, mais plutôt de la détermination des « possibles » inscrits dans une situation donnée et, plus précisément, dans la situation actuelle. Cette détermination s'appuie sur l'Histoire et la recherche des mécanismes de transformation de longue période.

En définitive, cette seconde partie de notre travail comporte trois objectifs bien distincts, que nous tentons de poursuivre simultanément :

- la détermination de « ZSEPH » concrètes en vue de répondre à la demande précise exprimée par le « Programme National de Régionalisation » (PRO-NAREG) du Ministère équatorien de l'Agriculture;

- la mise au point d'une méthode — éventuellement généralisable — visant à établir des passerelles entre études anthropologiques et planification;

- l'étude de la Formation Sociale Rurale Équatorienne, avec les objectifs et les méthodes de l'Anthropologie Économique « fondamentale », détachée de toute idée d'application.

Nous présentons ici les étapes principales de cette recherche qui n'en est encore qu'au stade de l'expérimentation.

1. La détermination des ZSEH

LES CHOIX MÉTHODIQUES INITIAUX

La tâche consistant à « découper » un pays en zones sous-régionales, en vue d'adapter les stratégies de développement à des particularités locales, n'est évidemment pas nouvelle. Il pouvait donc être tentant de reprendre purement et simplement les méthodes et les techniques utilisées pour des expériences similaires. Parmi ces dernières, deux types de techniques sont généralement mis en œuvre. Les unes limitent leurs ambitions à la sélection d'un certain nombre d'indicateurs, établis grâce à l'information statistique disponible; c'est la solution qu'attendaient, semble-t-il les responsables du MAG. Les autres tentent des élaborations plus fines, mais elles aussi entièrement fondées sur l'information statistique déjà existante. Ce fut le cas, par exemple, des études effectuées en Colombie vers 1973-1974 (4) pour parvenir à une « analyse régionale du problème agraire » (Oficina de Planeación Sectorial de la Agricultura, et, Departamento Nacional de Planeamiento). Les responsables se sont attachés à réaliser une intéressante « analyse structurelle statistique du mode de production » (5) consistant à définir les critères qui expriment les

(1) Cf. l'annexe de la Convention et le § 2.6, « Estudios Socio-economicos », des « Termes de référence pour la régionalisation agricole de l'Équateur ».

(2) Maître de recherches à l'O.R.S.T.O.M.

(3) Cf. bibliographie.

(4) Cf. en bibliographie, G. LAZAREV, J.-P. THAY, H. BEGUIN.

(5) G. LAZAREV, *op. cit.*, p. 114 et s.

rapports sociaux principaux. La combinaison de ces critères fait apparaître, pour chaque région, une série de valeurs qui définissent, en quelque sorte, son « profil agraire ». On peut alors « regrouper les régions ayant des profils semblables, déterminer des seuils entre les groupes, en tirer une typologie et en cartographier les résultats » (1).

Il ne nous a pas paru possible de réaliser, en Équateur, une démarche analogue.

À la fin de 1975, lorsque nous eûmes à définir le contenu de cette étude, les statistiques disponibles fiables étaient extrêmement rares. Elles se limitaient à quelques résultats provisoires et partiels des divers recensements qui avaient eu lieu en 1974 (2), et aux premiers tableaux issus de l'enquête de BERNARD, mais on savait déjà que les résultats réellement consistants ne seraient pas utilisables, dans l'un et l'autre cas, avant la fin de 1978. La plupart du temps, les comparaisons n'étaient pas possible avec les données plus anciennes, « Censo de Población de 1950 », « Censo Agro-Pecuario » de 1954, à moins d'en rester au niveau provincial.

D'autre part, il apparaissait à l'évidence que la formation sociale rurale équatorienne, sous l'effet notamment de la Réforme Agraire, subissait de très importantes mutations, dont aucune étude ne donnait une description claire, encore moins une ébauche d'explication. L'ampleur et la rapidité des transformations laissaient supposer un vieillissement accéléré de toutes les informations disponibles, même qualitatives. La très bonne enquête effectuée en 1962-1963 par le Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola (CIDA) (3), elle-même, ne pouvait plus être utilisée qu'avec les plus extrêmes réserves.

Nous avons ainsi pensé qu'on ne pouvait éviter de recourir à une véritable enquête de « sociologie extensive », sur le terrain, afin de réunir les éléments de base d'une information qui faisait à peu près totalement défaut. Le concept de ZSEH imposé par les « termes de référence », bien qu'extrêmement flou dans sa formulation originale, nous a servi de guide pour la mise au point d'une méthodologie de terrain.

1.2. LE CONTENU DU CONCEPT DE ZSEH

Pour reprendre la terminologie imposée par les « termes de référence », nous avons convenu d'appeler « structure socio-économique homogène » l'ensemble

constitué par l'articulation concrète, dans un espace géographique déterminé, de divers systèmes sociaux de production. Une telle structure est dite homogène lorsqu'elle se caractérise par un même type d'articulation entre les divers systèmes sociaux de production qui la composent. Chacun des *systèmes sociaux de production* se définit à son tour par un certain nombre de systèmes techniques de production et par les formes d'organisations sociale, politique et idéologique qui permettent la mise en œuvre de ces systèmes techniques.

Un système social de production obéit à des règles de fonctionnement/transformation « normales », c'est-à-dire résultant seulement de sa propre logique interne.

Généralement, dans un espace géographique donné, où divers systèmes sociaux de production sont étroitement articulés, les complémentarités fonctionnent le plus souvent au profit de l'un d'entre eux que l'on qualifiera de dominant. La dominance peut être purement spatiale (par exemple, si la plus grande partie des surfaces agricoles correspond à ce système); elle peut être technique, si la plus grande part des temps de travaux lui est consacrée, économique, si le système fournit la plus forte valeur ajoutée, ou socio-politique, lorsque le pouvoir appartient, directement ou indirectement, à des représentants du système.

Nous avons convenu d'appeler ZSEH, l'espace géographique caractérisé par une même structure socio-économique homogène, c'est-à-dire par un même type d'articulation entre les divers systèmes sociaux de production qui le composent.

Dans ces conditions, pour en arriver à la détermination concrète des ZSEH, il nous a paru nécessaire de distinguer clairement trois niveaux d'analyse :

— l'inventaire des systèmes sociaux de production existant actuellement dans l'Équateur rural, et des formes concrètes d'articulation entre les divers systèmes;

— la détermination de l'aire spatiale correspondant à chacune des formes d'articulation (la ZSEH au moment de l'enquête, par conséquent);

— la prise en compte des dynamiques de courte période, impliquant les diverses ZSEH, en vue d'aboutir à une typologie des séquences d'évolution concernant celles-ci; ce dernier point s'est peu à peu imposé en raison de l'importance des mutations en cours : la situation à un moment donné n'offre

(1) G. LAZAREV, *op. cit.*, p. 115.

(2) « Censo Agro-Pecuario », et « Censo de Población » de 1974.

(3) CIDA, « Tenencia de la tierra y desarrollo socio economico del sector agrícola en Ecuador », OEA, Washington, 1965.

plus dans ces conditions qu'un intérêt relatif, puisqu'elle ne correspond, le plus souvent qu'à une brève transition.

1.3. L'INVENTAIRE DES SYSTÈMES SOCIAUX DE PRODUCTION

Compte tenu de l'ampleur de l'espace géographique considéré (150 000 km², en ne tenant pas compte de l'Oriente Amazonien (1), et de la brièveté des délais, il a été nécessaire de limiter d'emblée le repérage des systèmes sociaux de production à un petit nombre d'indicateurs, faciles à collecter lors d'une enquête extensive, à passage rapide.

Les indicateurs retenus

Nous nous sommes volontairement concentré sur 3 phénomènes dont l'importance nous a paru fondamentale :

- les systèmes techniques de production;
- les rapports sociaux, structurant les unités de production et les unités de résidence;
- les articulations externes de chacune de ces unités.

. *Les systèmes techniques de production* étaient relativement aisés à percevoir dans la mesure où l'on pouvait disposer des cartes d'utilisation actuelle du sol élaborées par la section géographique de PRONAREG/O.R.S.T.O.M. Le premier repérage permis par ces cartes a pu être affiné dès la publication de résultats provisoires du « Censo-Agro-Pecuario » de 1974, portant sur la distribution de la terre par régions, provinces et paroisses (2), la distribution par taille des exploitations constitue en effet l'un des critères de base de l'appartenance à un système ou à un autre. L'enquête Bernard fournissait enfin de précieuses informations sur les procès de production, les techniques, les temps de travaux, les coûts de production, les formes de coopération...

. Les documents étaient plus rares pour décrire *les rapports sociaux qui structurent unités de production et/ou de résidence*.

Dans la Sierra, la structure sociale est complexe,

mais relativement claire, dans la mesure où deux modèles, celui de la hacienda et celui de la paroisse, rendent compte de la plupart des rapports sociaux. Il n'existait pas, en 1976, de description d'ensemble, mais seulement un petit nombre de monographies utilisables dont quelques-unes de très bonne valeur (3).

Dans la Costa, les structures sociales paraissaient beaucoup plus confuses (multitude de modèles, situation anémique de nombreuses zones pionnières) et beaucoup plus mal décrites (très peu de monographies sérieuses, aucune présentation synthétique).

. Enfin, l'*articulation externe* des unités de production et de résidence était repérable à travers les flux émanant de ces unités ou se dirigeant vers elles : flux de main-d'œuvre temporaire, migration définitives, flux de commercialisation... mais il existait bien peu de données d'ensemble relativement fiables.

Choix des zones à enquêter

Nous avons eu recours à une méthode purement empirique pour déterminer des zones « présumées » homogènes, au sein desquelles seraient choisies les échantillons faisant l'objet de l'enquête directe.

Nous avons d'abord tenté de tirer le meilleur parti des documents existants malgré leur aspect souvent disparate en privilégiant les monographies locales, notamment celles qui furent réalisées dans les années précédant le démarrage de la Réforme Agraire et les premiers résultats de l'enquête Bernard, notamment l'enquête sociologique de complément dont nous avons plus particulièrement été chargé entre avril et octobre 1975 (4). La participation à ce travail avait eu l'effet très positif de nous faire parcourir en quelques mois la quasi-totalité du pays et cette connaissance vécue devait s'avérer très utile à ce stade préparatoire de l'enquête.

Parallèlement, nous avons eu recours, systématiquement, à des entretiens informels avec tous les responsables locaux, bons connaisseurs de la réalité du monde rural de leur circonscription : agents du MAG ou de l'IERAC (Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización), leaders ou militants

(1) L'Oriente a fait l'objet d'une étude plus rapide dirigée sur le terrain par l'Ingénieur M. RAMOS. Par ailleurs, H. BARRAL, géographe de l'O.R.S.T.O.M., a mené à bien une étude sur les problèmes de la colonisation dans la province du Napo, au nord de cette région.

(2) MAG/INEC, « Censo Agropecuario 1974. Resultados provisionales. Distribucion de la tierra. Resumen nacional », Quito, 1978.

(3) Voir notamment M. CRESPI, « The patrons and peons of Pesillo », Ph. d. Dissertation, Univ. of Illinois, 1968 ; R. BEALS, « Community in transition : Nayan », Univ. of California, 1966 ; H. BURGOS, « Relaciones Interétnicas en Riobamba », III, Mexico, 1970 ...

(4) Cette enquête visait à esquisser, à très grands traits, la problématique sociale, des secteurs de recensement choisis au hasard au sein desquels avaient été tirés les exploitations enquêtées.

de syndicats paysans, prêtres ruraux, notables locaux... Nous rencontrions ces personnages soit à Quito où leurs fonctions les appelaient fréquemment, soit sur place, avant le démarrage réel de l'enquête sur le terrain. Nous avons ainsi été amené à constituer certaines filières de relations qui furent très utiles par la suite.

Les cartes d'utilisation actuelle du sol nous auraient été d'une extrême utilité dès ce stade de l'enquête, mais leur réalisation ne se trouvait alors que dans une phase initiale et nous n'avons pu en utiliser alors qu'un très petit nombre.

Pour limiter les risques inhérents à l'empirisme de la méthode, nous nous sommes imposé un certain nombre de contraintes :

- . un point d'enquête, au moins, par zone « présumée » homogène ;
- . un choix de plusieurs points chaque fois que cette zone paraissait particulièrement étendue, et chaque fois qu'elle paraissait concerner des secteurs présentant des conditions hétérogènes, quant à l'altitude notamment ;
- . un passage rapide, sans véritable enquête approfondie, était effectué aussi souvent que possible dans les principaux espaces séparant les zones d'enquête.

Nous avons ainsi privilégié l'extensivité en choisissant finalement 30 zones d'enquête dans la Sierra, 18 dans la Costa, 9 dans les secteurs intermédiaires entre Sierra et Costa, et 4 pour l'Oriente, non compris la province du Napo déjà étudiée par H. BARRAL, dans le cadre d'une convention séparée.

Les étapes de l'enquête dans les zones choisies

1° Avant le départ sur le terrain, la documentation existante, déjà sommairement étudiée pour déterminer les zones « présumées » homogènes, était reprise de manière plus méthodique. Nous examinons plus particulièrement les monographies d'unités de production et de petites unités géographiques, paraisse par exemple, afin d'effectuer un premier repérage et de préparer une actualisation de ces données déjà publiées, en vue d'obtenir une sorte de photographie instantanée du changement. Pour avoir une première idée des problèmes locaux les plus aigus, nous recherchions aussi une description des conflits survenus au cours des dix dernières années (affrontements pour la conquête de la terre, grèves, invasions de grands domaines...), en utilisant

la presse écrite, les pamphlets rédigés à l'occasion de ces événements et quelques ouvrages bien documentés, notamment les « Rapports » de l'IEAG (Instituto Ecuatoriano de Antropología y Geografía) et la revue « Llacta », éditée par ce même organisme entre 1956 et 1964.

Cette première opération nous sensibilisait plus particulièrement à un petit nombre de problèmes et nous amenait, déjà, à sélectionner un petit nombre d'unités de production, ou de villages, ou même de personnes (les acteurs des principaux événements survenus dans un proche passé).

2° En arrivant dans la zone choisie, nous prenions systématiquement contact avec tous les bons informateurs potentiels, susceptibles de nous éclairer sur les problèmes déjà repérés, et nous orienter, éventuellement, vers des problèmes dont nous n'avions pas encore entendu parler. Ce premier contact ne posait généralement aucun problème : l'exacerbation des contradictions est telle, dans le monde rural équatorien, que les principaux acteurs sont à la fois clairement conscients des problèmes qu'ils rencontrent, et désireux de se faire entendre par des interlocuteurs « officiels », afin que leur analyse de la situation et leurs doléances soient transmis jusqu'aux niveaux politiques de décision les plus élevés.

Ces entretiens préliminaires permettaient d'abord de dresser un premier panorama des problèmes économiques et sociaux de la zone. Ils aidaient ensuite — et surtout — au choix des unités de production, ou de résidence, et des individus, sur lesquels il conviendrait de faire porter l'enquête proprement dite.

3° Dans chacune de ces unités, les entretiens étaient beaucoup plus approfondis. Leur trame était fournie par une « Guía de Campo », sorte de grille d'enquête, très souple, permettant, après un premier tour d'horizon, de s'orienter rapidement vers les sous-thèmes pour lesquels l'interviewé paraissait détenir les informations les plus intéressantes.

L'élaboration de cette « Guía » et l'entraînement des membres de l'équipe (1) à l'utiliser de manière sélective et nuancée avait constitué une étape très importante de la préparation de l'enquête.

Les principales unités choisies furent :

- . des haciendas (dans chaque zone d'enquête, nous visitons celles qui avaient été le théâtre de

(1) Outre l'auteur de ces lignes, l'équipe était composée d'un ingénieur agronome et de 9, puis 6, puis 4 bacheliers en agronomie.

conflits importants au cours des dernières années, et celles qui, à la lumière des premiers entretiens, étaient apparues comme les plus représentatives du type modal de la zone);

. des « fincas », ou exploitations moyennes, souvent choisies au hasard de nos déplacements, car il était difficile d'obtenir à leur sujet des informations préalables significatives;

. des coopératives de production (agricoles ou d'élevage) ou des « Comunas », la plupart du temps associées aux haciendas déjà étudiées, puisque c'est souvent l'existence d'un problème grave entre Coopérative/« Comuna » et la hacienda qui nous avait amené à choisir cette dernière;

. des communautés locales (presque toujours envisagées, il est vrai, à travers coopératives et « Comunas »), des organisations diverses (représentations locales des organisations syndicales, para-syndicales, para-religieuses, chambres d'agriculture, organisations d'éleveurs...).

Au terme de l'enquête sur le terrain, en juin 1978, nous disposions ainsi de 224 monographies de haciendas, 87 de « Comunas », 112 de coopératives et 111 dossiers divers portant soit sur d'autres unités de production, soit sur de petites unités socio-politiques (« barrios » ou village) (1), plus un certain nombre d'interviews diverses.

1.4. LE PASSAGE DES SYSTÈMES SOCIAUX DE PRODUCTION AUX ZSEH

Les fiches monographiques d'enquête ont permis dans des conditions relativement aisées la détermination des principaux systèmes sociaux de production qui, en définitive, appartiennent à un petit nombre de types assez simples à caractériser, malgré la difficulté liée à la complexité de leurs interpénétrations dans l'espace.

Les problèmes réellement délicats concernaient la description de certains systèmes d'importance secondaire, ou revêtant des formes transitoires, aux traits mal définis.

L'inventaire et la typologie ainsi réalisés ne constituaient évidemment qu'une étape : on savait seulement qu'en un certain nombre de points précis (ceux de l'enquête) existaient certains systèmes.

Aucune information issue de l'enquête ne permettait d'effectuer des hypothèses sérieuses sur les espaces compris entre ces points.

Nous avons alors eu la chance de pouvoir collaborer efficacement avec P. GONDARD et la section géographique PRONAREG/O.R.S.T.O.M. P. GONDARD réalisait alors, au 1/200 000, des cartes de « systèmes agricoles de production », pour l'ensemble de la Sierra, en prenant en compte un nombre important de variables dont certaines, dans le contexte humain des hautes terres, ont une forte connotation sociologique : la taille des parcelles, l'érosion, les types d'irrigation, les courbes de niveau... en plus des systèmes de culture et des paysages végétaux (2).

La notion de « système agricole de production » ne correspond certes pas exactement à celle de « système social de production » qui inclut un plus grand nombre de variables « sociologiques », mais les deux notions coïncident souvent dans la réalité de la Sierra équatorienne : nous avons pu établir, empiriquement, qu'un « système social de production » donné ne correspond généralement qu'à un petit nombre de « systèmes agricoles de production ». À l'inverse, un « système agricole de production » donné n'appartient, en général, qu'à un type de « système social de production ».

Dans la Costa, malheureusement, la méthode n'était pas transposable, en raison même des formes d'occupation du sol, beaucoup moins ordonnées que dans la Sierra, sans limites clairement perceptibles entre les parcelles, avec d'importants couverts végétaux qui masquent, sur les photographies aériennes, le détail des associations de cultures. Les cartes au 1/200 000 ont dû se limiter, dans cette région, à la description des paysages végétaux et de l'usage actuel du sol, en distinguant, par exemple, les différentes formations naturelles, les cultures et quelques associations complexes (3). Par contre, dans la Costa, à de rares exceptions près (le Manabi central, par exemple), les interpénétrations entre diverses ZSEH sont infiniment moins complexes que dans la Sierra, où les limites entre systèmes épousent les courbes de niveau, suivent le cours tourmenté de certaines vallées... et où les contrastes sont accusés entre les divers systèmes. Il n'est donc pas indispensable, dans la plupart des cas, de recourir

(1) Le « barrio » équivaut à peu près à notre notion de « hameau ».

(2) Voir un exemple de ce type de cartes dans l'« Atlas Geografico de la Republica del Ecuador », édité en 1977, à Quito, par l'Instituto Geografico Militar : feuilles 76 et 77, « Mapas de uso actual del suelo y paisajes vegetales. Ambato » et « Mapa de tipos de uso actual del suelo ».

(3) Cf. notamment A. WINCKELL, C. ZEBROWSKY *et al.*, « Mapa de paisajes vegetales y uso actual. Hoja Pedro Carbo », feuille 73 de l'« Atlas Geografico ... », *op. cit.*

à un instrument aussi précis de détermination des limites.

Pour la Sierra comme pour la Costa, la démarche ainsi proposée n'a pu être mise en pratique que de façon expérimentale puisque, au terme de notre travail, une partie seulement du territoire national était couverte par les cartes d'utilisation du sol. Pour les secteurs non cartographiés, nous avons dû avoir recours à des expédients provisoires : le recours, forcément très grossier, aux courbes de niveau qui figurent sur la carte de l'Équateur au 1/1 000 000 (1) et l'utilisation, déjà plus précise, des données statistiques concernant la distribution de la terre au niveau paroissial (2). Dans un article précédent, en effet (3), nous avons pu établir que les principaux systèmes sociaux de production étaient presque toujours caractérisés par des formes très particulières de distribution de la terre, ce critère étant d'ailleurs souvent décisif pour la caractérisation d'un système donné.

Dans les cas difficiles ou litigieux, lorsque les divers indicateurs se révélaient trop imprécis, il fut généralement possible, soit de réexaminer les photographies aériennes des secteurs concernés, soit d'effectuer un bref retour sur le terrain pour une ultime mise au point.

1.5. LA PRISE EN COMPTE DES DYNAMIQUES DE COURTES PÉRIODES : LES SÉQUENCES D'ÉVOLUTION

Nous n'isolons la présentation de cette phase que pour la commodité de l'exposé. Dans la réalité de l'enquête, elle s'est effectuée au même moment que l'inventaire des systèmes sociaux de production actuels.

Les indicateurs du changement

Les techniciens de la planification utilisent depuis longtemps déjà des « indicateurs de transition » (4). Encore une fois, la carence de l'information statistique et la rapidité et l'ampleur des transitions en cours ne nous ont pas permis de recourir à ces méthodes éprouvées. Nous avons donc tenté quatre approches complémentaires pour caractériser ces transformations :

(a) nous avons tenté de tirer le meilleur parti des rares données statistiques permettant une comparaison entre 1954 et 1974. Ce fut le cas pour l'évolution de la distribution de la terre et des formes de tenure, grâce aux Censos Agropecuarios de 1954 et de 1974 et à l'Enquête Bernard. Mais la comparaison n'était possible qu'au niveau provincial. Il a fallu renoncer, par ailleurs, à toute utilisation des données de l'« Encuesta Agropecuaria » de 1968 dont les résultats ne nous ont pas paru fiables ;

(b) toutes les monographies utilisables ont été systématiquement actualisées, en présentant dans les mêmes lieux et, quand cela était possible, aux mêmes personnes, les mêmes types de questions ;

(c) au cours de tous les entretiens avec de bons informateurs, nous avons demandé une description des changements dont ils avaient pu être les témoins au cours des vingt dernières années, dans tous les aspects de la vie sociale et économique ; nous tenions soigneusement compte des interprétations de ces changements qui pouvaient nous être présentées ;

(d) nous avons fait l'inventaire systématique de toutes les crises importantes subies dans le secteur visité au cours des 20 ou 30 dernières années, en faisant l'hypothèse que toute crise grave (affrontements entre groupes sociaux, grèves, invasions de haciendas, ...) peut être l'indicateur d'un processus laborieux d'adaptation à une situation nouvelle.

Nous n'avions pas, au départ, une confiance excessive en cette méthode de repérage et de description du changement, qui nous paraissait très empirique et superficielle. Nous craignons, en particulier, que des entretiens trop peu directifs ne rendent difficile, en fin de compte, les comparaisons et les regroupements qu'imposaient nos objectifs typologiques.

Pourtant, après avoir rencontré une certaine impression de chaos, au cours des premières semaines d'enquête, nous avons vu se mettre en place, peu à peu, les éléments du puzzle.

Dans la société rurale équatorienne, l'acuité des principaux problèmes — notamment ceux liés à la terre — est telle que leur repérage est possible en quelques jours de séjour dans une zone. La principale difficulté a souvent consisté à entendre toutes les

(1) Ecuador. Mapa compilado por el Instituto Geografico Militar. Escala 1/1 000 000 », Quito, 1974. Les systèmes de production s'étagent très fréquemment selon l'altitude.

(2) MAG/INEC « 2do Censo Agropecuario 1974 ».

(3) « L'évolution des structures agraires équatoriennes : la taille des exploitations agricoles et les formes de tenure foncière en 1954 et 1974 », PRONAREG/O.R.S.T.O.M., Quito, 1977, 117 p.

(4) Cf. sur le thème des indicateurs de transition les publications d'AMIRA-INSEE, O.R.S.T.O.M., Ministère de la Coopération.

parties en cause (certains informateurs ont pu être amenés à refuser de nous recevoir en apprenant que nous avions visité la partie adverse; le MAG était parfois impliqué dans certains conflits et on craignait de voir en nous des agents directement chargés de la solution du problème, etc.).

Une méthode d'investigation aussi extensive, et, donc aussi superficielle, n'aurait pas donné partout d'aussi bons résultats. Elle eût été, par exemple, impensable sur les plateaux d'Imerina, à Madagascar (cadre de nos travaux antérieurs), où de longues stratégies d'approche et de pénétration sont nécessaires avant de pouvoir établir un contact permettant d'obtenir des réponses qui ne soient pas de pure forme.

Les séquences d'évolution

L'abondance des matériaux recueillis a permis de caractériser un certain nombre de séquences d'évolution clairement définies et que l'on retrouve, à de faibles variations près, sur l'ensemble du territoire national.

Nous avons d'abord repéré un petit nombre de séquences modales. Dans la Sierra, c'est l'évolution d'un système dominé par les haciendas de type traditionnel, vers un système de « haciendas traditionnelles adaptées » (séquence H-Ha). Dans la Costa, la désintégration des grandes exploitations a conduit à la dominance d'un système reposant essentiellement sur ce que nous avons appelé la « grande finca » (séquence H-F). Dans toutes les zones pionnières, domine une séquence B-F qui voit apparaître, après défrichement de la forêt tropicale, un certain type de petite ou moyenne exploitation à faible potentiel agro-économique.

Parallèlement, nous avons pu caractériser un certain nombre de séquences d'importance plus secondaire — que nous avons définies par la façon dont elles se différencient de l'une des trois séquences modales — et des séquences « anormales » représentées par divers cas particuliers dont nous avons chaque fois tenté d'expliquer la genèse.

Toutes ces séquences ont pu être localisées de façon relativement précise, mais *provisoire* puisque les limites définitives des zones ne pourront être tracées avec une certaine rigueur qu'après la publication de l'ensemble des cartes d'utilisation du sol.

Une carte provisoire au 1/1 000 000 a donc été établie. Elle a été publiée sous le titre « Localización de las Zonas Socio Economicas actualmente Homogéneas del Ecuador » et figure en annexe du

Document D du « Diagnóstico... » (cf. bibliographie).

Au terme de la première partie de ce travail, vers la mi-1978, nous disposions donc :

— d'un inventaire cartographiable des ZSEH actuelles, en considérant comme actuelle la période comprise entre la mi-1976 et la mi-1978 : nous avons ainsi pu déterminer 29 ZSEH pour la Sierra, 20 pour la Costa et 13 pour l'Oriente;

— d'une typologie zonifiée des séquences d'évolution dans lesquelles se trouvent impliquées les ZSEH ainsi déterminées : trois séquences modales ont été retenues, ainsi que deux séquences dites « secondaires » et six « anormales ».

2. Les dynamiques de longue période : vers la détermination de zones socio-économiques potentielles « homogènes » (ZSEPH)

Malgré l'intérêt présenté par les ZSEH et par les séquences d'évolution, il nous est apparu, à ce stade de notre travail, que la « socio-économie » ou, plus correctement, l'anthropologie, pouvait apporter davantage à l'effort de programmation du développement entrepris par PRONAREG.

2.1. CHOIX PROBLÉMATIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES INITIAUX

À partir des séquences de transformation s'étendant sur une période de 15 à 20 ans (très approximativement : 1960-1976/78), il pouvait être tenté de passer à une sorte de prévision, par exemple — comme nous l'ont suggéré les responsables de PRONAREG — au moyen d'une extrapolation « modulée » des mouvements observés depuis 1960.

Il nous est rapidement apparu que, même en tentant de la raffiner, cette méthode ne pouvait donner de bons résultats.

D'une part, en effet, les tendances de courte période observées ont été fortement marquées par le violent impact de la Réforme Agraire (la 1^{re} loi de la Réforme Agraire est de juillet 1964, la seconde d'octobre 1973), qui a déclenché de puissants mécanismes de transformation, mal contrôlés, mal connus et à peine décrits (1). La quasi totale méconnaissance de ces mécanismes ne permet aucune hypothèse sérieuse concernant la prolongation, l'amplification ou le déclin des tendances passées.

D'autre part, l'ampleur même des récentes mutations dans le court terme tend à occulter gravement

(1) E. FAUROUX, « Équateur : les lendemains d'une Réforme Agraire », Problèmes d'Amérique Latine, LVI, Note et Études Documentaires, nos 4567-4568, Paris, La Documentation Française, 1980 : 102-135.

les mécanismes de transformation sur longue période, dont le jeu risque de reprendre toute son importance au terme de la crise actuelle.

Par contre, il nous a paru possible de mettre au point une méthode qui, si elle ne saurait encore permettre une véritable prévision, devrait pouvoir déterminer les « possibles » inscrits dans la situation actuelle : il s'agit, en prenant en compte les mécanismes de transformation de longue période et ce que les anthropologues appellent les « mécanismes de reproduction d'une Formation Sociale » (les deux notions sont d'ailleurs étroitement liées), d'esquisser la détermination de zones socio-économiques *potentielles*.

On débouche ainsi sur le vieux problème des rapports de l'anthropologie et de la planification. Les échecs répétés de très nombreux « projets » ou « opérations » malgré la mise en œuvre de moyens financiers et techniques parfois très importants, ont incité beaucoup de techniciens et experts en planification à demander des solutions à l'anthropologue. Mais la collaboration entre les deux disciplines s'est généralement déroulée dans les plus mauvaises conditions. Tantôt les données « socio-économiques » ramenées à des hypothèses simplificatrices parfois caricaturales (1) sont plaquées de façon artificielle sur des modèles par ailleurs très sophistiqués utilisant les techniques les plus avancées (programmation linéaire, analyse systémique...). Tantôt, on fait appel au sociologue, « en catastrophe », lorsque, l'échec devenu évident, on tente de sauver les meubles.

A l'inverse, les anthropologues ont souvent tendance à considérer ces efforts comme une grossière manipulation dont il convient de ne pas se rendre complice.

Sans vouloir intervenir sur le fond du débat, l'analyse des mécanismes de longue période paraît permettre au moins :

— de comprendre en profondeur certains aspects de la réalité actuelle, par exemple, en Équateur, certaines particularités de la situation foncière;

— de révéler les variables et problèmes fondamentaux du développement, alors qu'une analyse instantanée ou de courte période risque de focaliser l'attention sur une contradiction dont les termes sont provisoirement exacerbés, malgré une importance réelle qui peut n'être que secondaire.

Dans cette recherche des mécanismes agissant sur les transformations de longue période, nous avons eu recours, en la transposant, à une méthode que nous avons déjà expérimentée autrefois, à une échelle plus modeste, pour l'étude de la Formation Sociale Sakalava, sur la côte ouest de Madagascar (2).

Cette méthode se distingue assez peu des autres études de formations sociales rurales en transition. Elle présente cependant 2 originalités :

— un recours plus systématique à l'histoire;

— la prise en compte de l'unité socio-culturelle la plus large dans laquelle se trouve prise la société étudiée (dans ce cas, on étudiera l'ensemble de l'aire culturelle centre-andine, cf. *infra*).

Ce double élargissement de la problématique permet notamment d'inventorier et de décrire l'ensemble des formes prises par les divers phénomènes étudiés. La variation de ces formes, selon les lieux et les époques, l'examen des conditions dans lesquelles ces diverses formes sont apparues, favorisent considérablement la mise à jour des mécanismes qui, en profondeur, déterminent l'évolution de la société.

Par ailleurs, on tend à concentrer l'attention sur l'analyse de ce que l'on appelle, en anthropologie, les « mécanismes de reproduction » de la formation sociale, c'est-à-dire l'ensemble des mécanismes qui tendent à permettre le contrôle des contradictions qui caractérisant la société étudiée, en assurant ainsi la reproduction et l'évolution de sa structure sociale.

Pour simplifier la présentation de cette démarche, nous la présenterons en deux temps, d'abord l'élargissement spatial du champ de l'étude (§ 2), ensuite la prise en compte de la dimension ethno-historique, même si, dans la réalité, ces opérations n'ont pas été réellement séparés. En caricaturant quelque peu cette orientation, on pourrait ainsi reformuler le thème de la recherche : *les particularités de l'ethno-histoire équatorienne dans l'évolution ethno-historique centre-andine*.

Nous montrerons enfin quels cheminements devraient permettre de passer des documents fournis par ce type d'étude à la détermination des principaux mécanismes qui, en longue période, déterminent le fonctionnement de la formation sociale rurale équatorienne.

(1) ANCEY, dans sa note AMIRA n° 16, parle même de sociologie d'aérogare à propos des données socio-économiques ainsi prises en compte dans la plupart des projets.

(2) E. FAUROUX, « La Formation Sociale Sakalava dans les rapports marchands, ou l'Histoire d'une articulation ratée », O.R.S.T.O.M., Paris, 1975.

2.2. L'ÉTUDE EXTENSIVE DES PHÉNOMÈNES SOCIAUX

L'espace pris en considération

Il existe une authentique unité culturelle et sociale, qui s'étend du nord chilien au sud colombien (province de Nariño) et qui comprend l'Équateur, le Pérou et la Bolivie. Cette « Formation Sociale » centre-andine se caractérise par des conditions écologiques très particulières, marquées par la proximité de milieux extrêmement contrastés. Elle correspond d'autre part à l'espace contrôlé par l'Empire Inca au moment de son apogée; la colonisation espagnole, en se mouvant dans les structures institutionnelles héritées des Incas, a pris ici des formes spécifiques qui ont contribué à accroître encore les particularités de la région.

Pour des raisons historiques, l'ancienne « Audience de Quito » est demeurée très excentrée par rapport au centre politique de cette unité, d'abord situé à Cuzco, ensuite à Lima. Le Pérou et la Bolivie, plus rapprochés des centres politiques et intellectuels ont fait l'objet de très nombreuses études de tous ordres, historiques, sociologiques, ethnographiques... alors que l'Équateur, malgré un engouement récent, demeurerait gravement négligé.

Dans ces conditions, la prise en considération de l'ensemble centre-andin offre au moins deux avantages majeurs :

— elle permet d'abord de bénéficier de l'acquis des sciences humaines notamment pour des phénomènes peu ou mal étudiés en Équateur; pour ne citer qu'un exemple le « sistema de cargos » qui permet de jaloner les étapes de l'ascension sociale d'un indigène au sein de sa communauté, n'a fait l'objet en Équateur que de 2 ou 3 publications sérieuses, d'ambitions d'ailleurs très limitées (1) alors qu'une bibliographie sur ce thème en Bolivie et au Pérou comporte une vingtaine de titres dont certains correspondent à des études de grande qualité (2).

La prise en considération de l'ensemble centre-andin permet ensuite de relativiser la portée des phénomènes observés à l'échelle équatorienne (mise en lumière de ce qui est modal ou marginal par rapport à la norme culturelle de l'ensemble), de multiplier les points de référence (telle situation de crise de certaines communautés de la Sierra a déjà

été vécue, en Bolivie, vers 1955, lors du premier impact de la Réforme Agraire de 1953 : l'évolution bolivienne de cette situation peut être extrêmement riche d'enseignements pour un pronostic concernant l'évolution future en Équateur). On tente ainsi d'utiliser, autant qu'il est possible, l'expérience sociale accumulée à la faveur de situation assez voisines de celles que l'Équateur vit actuellement.

Les sources et le traitement de l'information

L'information se présente presque exclusivement sous forme bibliographique. Nos sources principales sont les publications de l'« Instituto de Estudios Peruanos », celles de l'Université de San Marcos (Lima), les Actes des divers Congrès Internationaux des Américanistes, et, à un degré moindre les travaux de l'Institut Français d'Études Andines, ou diverses revues comme la « Revista del Museo Nacional » (Lima), « Peru Indígena », « Avances » (La Paz), « Estudios rurales latino-americanos » (Bogotá)... Sur tous les problèmes étudiés, nous tentons de tirer le parti maximum de l'étude comparative, en distinguant soigneusement une phase d'inventaire, visant seulement au relevé descriptif, et une phase d'interprétation où l'on tente un premier repérage des mécanismes qui déterminent les formes différentielles d'évolution des phénomènes.

Nous avons tenté de donner plus d'ampleur à cette réflexion en multipliant les coordinations scientifiques avec des chercheurs isolés ou des institutions, travaillant sur des thèmes voisins, dans la même région, ces coordinations ont donné lieu à des échanges critiques de documents semi-elaborés, à la communication d'hypothèses de travail et à des échanges précieux d'informations (3).

2.3. L'ÉTUDE ETHNO-HISTORIQUE DE LA FORMATION SOCIALE RURALE ÉQUATORIENNE

L'extension dans le temps du champ de la problématique

La nécessité d'un recours à l'histoire est évidente dans tous les cas où l'on cherche à caractériser des dynamiques sociales de longue période. Elle l'est

(1) Cf. par exemple, J. et L. BELOTE, « El sistema de cargos de fiesta en Saraguro » in M. Naranjo (ed). « Temas sobre la continuidad y la adaptación cultural ecuatoriana », p. 45-74, Univ. Católica, Quito, 1977.

(2) Cf. par exemple, D. ДЕНОВЕ (ed), « Système des charges civiles et religieuses des communautés indiennes Méso-américaines et Andines », in : Actes du LXII^e Congrès International des Américanistes, vol. VI, 1979, pp. 137-253.

(3) Pour ne citer que les institutions, nous avons plus particulièrement collaboré avec un groupe de chercheurs équatoriens et latino-américains tournant autour de la revue « Ciencias Sociales » de l'Université Centrale de Quito, ainsi qu'avec le « Centro de Planificaciones y Estudios Sociales » de Quito et le « Centre Interdisciplinaire d'Études Latino-Américaines » de l'Université de Toulouse-Le Mirail.

encore davantage dans le cas de la Formation Sociale rurale équatorienne, où la plupart des phénomènes actuellement importants renvoient à des événements ou des institutions anciennes.

En premier lieu, par exemple, l'évolution profonde des communautés indigènes de la Sierra est marquée par une extrême lenteur. Malgré une déstructuration apparemment radicale, elles continuent, depuis des siècles, à offrir une résistance efficace aux transformations imposées par l'extérieur, même si les observateurs croient constamment pouvoir pronostiquer l'effondrement prochain de ces résistances. Il paraît nécessaire de chercher une partie au moins des clés de cette situation dans les formes pré-hispaniques d'organisation sociale. Des documents précis et nombreux remontant souvent au xvi^e siècle donnent sur ce point des indications riches et relativement faciles à exploiter : ce sont par exemple les « Visitas », véritables enquêtes socio-économiques effectuées au xvi^e siècle par la nouvelle administration coloniale en vue d'asseoir le montant du tribut imposé aux communautés.

Il convient de souligner, en second lieu que, pour l'essentiel, les structures foncières actuelles ont été mises en place à la fin du xviii^e et dans la première moitié du xix^e siècle. Les documents qui éclairent les conditions concrètes de cette mise en place sont ainsi d'un intérêt considérable pour la compréhension de la situation actuelle. Ils peuvent apporter des indications à plusieurs niveaux, par exemple sur les stratégies de la nouvelle classe « terrateniente » issue de la vieille aristocratie créole, ou sur l'intensité différentielle des conflits fonciers locaux qui renvoient souvent à des spoliations plus que centenaires (1).

Mais l'histoire aide aussi à mieux comprendre un grand nombre de phénomènes. En vrac : la répartition de l'habitat, les disparités régionales de développement, les déformations des circuits de commercialisation, les anomalies de certains flux de migration temporaire...

Les sources

L'essentiel de cette partie de notre travail repose évidemment sur l'exploitation de documents bibliographiques ou d'archives.

Les documents d'archives

L'« Archivo General de Indias » à Séville est le fonds le plus riche du monde pour tout ce qui concerne l'histoire de l'Amérique Hispanique, des origines jusqu'au début du xix^e siècle, mais il faut aussi mentionner à Madrid l'« Archivo Histórico Nacional », la Bibliothèque Nationale et la Bibliothèque du Palais Royal, ainsi que les Archives du Ministère des Affaires Étrangères en France et le British Museum de Londres.

En Équateur, on dispose pour l'essentiel de l'Archivo Nacional de Historia (Casa de la Cultura, anciennement connu comme « Archives de la Cour Suprême »), la collection Vacas Galindo (175 volumes de fac-similés et de photocopies de documents qui, à Séville, concernent plus particulièrement l'Équateur) les Archives et le Musée Aurelio Espinosa Polit à Cotacallao, les Archives Municipales de Quito, les Archives Franciscaines, l'Archivo Histórico de Guayas à Guayaquil... (2).

Devant l'énorme masse de documents, nous avons choisi de sélectionner provisoirement deux sous-thèmes, la dynamique sociale des communautés indigènes et la mise en place des structures foncières. Nous avons choisi, au moins dans une première phase, de n'utiliser que les documents faciles à localiser (repérables dans un fichier analytique) et faciles à exploiter (nous avons eu recours, le plus souvent possible, aux documents déjà transcrits par des archivistes professionnels (3), à l'exclusion des manuscrits antérieurs au xvii^e siècle dont le décryptage ne peut être effectué qu'avec une extrême lenteur.

Les documents bibliographiques

Paradoxalement, ceux-ci sont d'un accès plus facile en Europe qu'en Amérique du sud. Le fonds documentaire concernant l'Équateur au Musée de l'Homme à Paris est d'une grande richesse. Il a d'ailleurs été constitué par Paul RIVET lui-même, qui travailla de nombreuses années en Équateur, à partir de 1901, et y vit naître sa vocation d'ethnologue et d'anthropologue. Londres, Madrid et Séville disposent aussi d'ouvrages anciens à peu près introuvables en Équateur. Nous avons surtout

(1) On constate souvent que l'intensité des conflits fonciers actuels n'est pas liée très directement au rapport population/ressources, mais beaucoup plus aux conditions historiques d'apparition de la grande propriété dans la zone.

(2) Voir notamment : Chantal CAILLAVET, « Les archives équatoriennes », in : « Caravelle », n° 34, 1980, Toulouse-Le Mirail, pp. 171-175.

(3) Voir par exemple pour les documents figurant à Séville, la très précieuse « Colección de documentos inéditos del Archivo de Indias », éditée par Torres de Mendoza, et les fameuses « Relaciones Geográficas de Indias », éditées par M. Jimenez de la Espada.

recherché quatre types de sources bibliographiques : les chroniques (Cieza de Leon, Cabello Balboa, Estete, de Herrera, Jerez, les textes édités par Jimenez de la Espada, Lizarraga, Oviedo, Pedro Pizarro, Bartolomé Ruiz, Sarmiento de Gamboa, Juan de Valasco...), les récits de voyage (Ulloa et Juan, Stevenson, Correal, Humboldt, la Condamine, de Caldas, Hassaurek, Jameson...), les témoignages, notamment ceux émanant de fonctionnaires espagnols en mission (de Barros, Alcedo, Merisalade, Martinez de Arizala, Pio Montúfar, Muñive, Orozco...), les études historiques de valeur (A. Guerrero et R. Quintero, Hamerly, S. Moreno, J. Murra, M. Rostworowski de Diez Canseco, U. Oberem, J. Phelam...).

Il existe une troisième catégorie de source à laquelle nous n'avons pu encore avoir accès : il s'agit de l'étude ethno-historique de terrain qui permet de concentrer l'ensemble des sources historiques (traditions orales, documentation locale, archives notariales, archéologie...) dans l'étude monographique d'une petite zone géographique choisie pour sa représentativité, à l'exemple de l'étude réalisée par M. BURGA sur la vallée de Jequetepeque (1).

La méthode d'analyse des documents

Sans entrer dans les détails, il s'agit surtout, à travers témoignages et compte rendus de « Visitas », d'obtenir des descriptions aussi nombreuses que possible des phénomènes plus particulièrement étudiés (les communautés indigènes et la mise en place des structures foncières et des rapports de production), afin de faire l'inventaire des différentes formes prises par un même phénomène en divers lieux et à diverses époques. On peut ainsi parvenir à apprécier l'importance des facteurs externes qui ont provoqué des changements (intervention de l'administration coloniale, nouvelles conditions économiques, facteurs politiques...) mesurer l'ampleur différentielle de ces changements selon les lieux et les époques.

Cet inventaire descriptif des formes diverses prises par un phénomène donné, nous paraît le préalable indispensable à toute réflexion sur les mécanismes qui en déterminent la transformation.

2.4. LES MÉCANISMES DE LONGUE PÉRIODE ET LA DÉTERMINATION DES « POSSIBLES INSCRITS DANS LA SITUATION ACTUELLE »

A ce stade de l'étude, nous disposons donc :

— d'une typologie zonifiée des systèmes sociaux

de production actuels (les ZSEH) et des séquences d'évolution de longue période affectant ces systèmes;

— d'une description des séquences d'évolution de longue période affectant les systèmes sociaux de production et leurs principales composantes;

— d'une description et d'une typologie des formes différentielles revêtues par les principaux phénomènes sociaux.

Le rapprochement de ces données devrait permettre une meilleure compréhension de la logique de transformation de la Formation Sociale Rurale équatorienne, même si les moyens relativement modestes mis en œuvre dans cette étude ne permettent pas d'aller aussi loin qu'il serait souhaitable.

Ce stade atteint ne doit pas être considéré comme un point ultime permettant de clore le dossier des mécanismes de transformation de la société rurale équatorienne. Dans le meilleur des cas, on doit parvenir à établir un modèle de fonctionnement qu'il est toujours possible — et nécessaire — d'enrichir, d'actualiser, et donc, de modifier ne serait-ce que pour prendre en compte les effets des interventions externes (celle des planificateurs-développeurs, notamment) sur les structures sociales et leur fonctionnement.

D'ores et déjà diverses études monographiques complémentaires nous paraîtraient importantes pour améliorer la connaissance que nous pouvons avoir, actuellement, de la société équatorienne. Nous pourrions ainsi citer, en vrac :

— les nouvelles formes de pouvoir au sein des communautés indigènes (l'émergence de leaders non traditionnels, les conflits entre coopératives considérées comme institution extérieure et les « Comunas » plus proches des schémas traditionnels), l'utilisation, au sein des communautés, des revenus issus des migrations temporaires, l'impact de ces revenus sur les transformations subies par le « sistema de cargos », les formes récentes de différenciation économique intra-communautaire, l'évolution des stratégies tendant à l'autonomie des individus par rapport aux structures communautaires (2).

— les nouveaux rapports de production mis en œuvre depuis la Réforme Agraire (cf. par exemple, la généralisation dans la Costa d'un système de mobilisation de la main-d'œuvre relativement répandu autrefois, celui des « contratista »), les formes d'adaptation économique et sociale des grandes exploitations traditionnelles dont beau-

(1) M. BURGA, « De la Encomienda a la Hacienda capitalista. El Valle de Jequetepeque del siglo XVI al XX », Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1976.

(2) La seule stratégie courante était autrefois celle du « métissage » culturel, accompagné, presque toujours, d'un départ

coup ont échappé au dilemme modernisation/disparition (seule l'évolution des exploitations modernes a fait l'objet d'études précises et détaillées...)

Conclusion : vers une amélioration des apports de l'anthropologie à la planification du développement agricole

Longtemps l'apport de l'anthropologie est, sur ce plan, demeuré presque entièrement nul.

« L'élaboration de projets (...) ne s'encombrait guère de préoccupations socio-économiques : on constatait l'écart entre le niveau technique de la paysannerie et les performances obtenues par la recherche (agronomique); on bâtissait alors un « paquet » de procédés à vulgariser et l'on confiait à une société spécialisée le soin de « faire passer » ces techniques dans le milieu paysan, grâce à un réseau dense de vulgarisateurs salariés... L'absence généralisée, à l'époque, d'enquêtes préalables témoignait de la conviction que la seule limitation à la diffusion du progrès était constituée par l'insuffisante capacité technique paysanne. Entrait alors comme catégorie principale d'analyse, la mentalité (1).

La situation a progressé depuis quelques années, mais les interventions habituelles de l'anthropologue-sociologue demeurent entachées d'un vice fondamental.

Ex ante, on ne demande à l'anthropologue que des hypothèses très générales, encore simplifiées lorsqu'on les introduit dans un modèle. Le contraste est grand entre l'aspect rudimentaire des variables « sociologiques » et un aspect hyper-sophistiqué des techniques mathématiques permettant de faire fonctionner le modèle.

Ex post, on fait appel au spécialiste des sciences sociales, « en catastrophe », pour aider à diagnostiquer un échec devenu évident et pour tenter de sauver les meubles.

Dans le meilleur des cas (situation assez proche de celle que nous avons rencontrée à PRONAREG), le sociologue doit élaborer à la hâte un système conceptuel, une méthodologie, réaliser une enquête de terrain, l'exploiter, se faire ethnologue, historien, économiste... La précipitation des tâches ne peut pas ne pas nuire à la qualité des résultats.

Il devrait pourtant être possible de mettre au

point un outil anthropologique de qualité, constamment améliorable, et assez souple, pour répondre, dans de très brefs délais, aux sollicitations des utilisateurs éventuels.

On pourrait concevoir deux phases dans la mise au point de cet outil.

Une première phase pourrait ressembler d'assez près à ce qui, dans le cas de l'étude actuelle, a été la détermination des ZSEH et des mécanismes de longue période. Cette phase est nécessairement assez lourde, puisqu'elle doit faire la synthèse de l'ensemble de la documentation existante, en constater les lacunes et réaliser les études de terrain permettant de pallier les principales de ces lacunes. La tâche peut cependant être considérablement facilitée par l'existence de bons travaux de synthèse, même si — comme ce sera presque toujours le cas — ils ont été réalisés dans une optique de type universitaire, sans souci d'application pratique immédiate (thèses, travaux O.R.S.T.O.M. de type traditionnel...).

Dans un second temps, la mise à jour de l'outil pourrait être relativement légère, surtout si elle peut s'appuyer, par exemple, sur une banque de données et sur un moyen institutionnel (2) qui permettrait l'intégration rapide de toutes les données issues des recherches diverses les plus récentes.

Un bon fonctionnement du système imposerait l'existence d'une cellule apte à mener de nouvelles études sur le terrain, chaque fois qu'apparaîtrait la nécessité d'explorer un thème mal connu et négligé par les autres institutions de recherche (cf. § 2.4).

Il ne s'agirait nullement de subordonner la recherche anthropologique à des applications pratiques, mais au contraire de faire prendre conscience, aux décideurs, de l'importance d'une recherche anthropologique fondamentale orientée vers l'étude du fonctionnement des formations sociales, rurales notamment. Le coût d'un tel type de recherche pourrait être relativement bas et les applications pratiques immédiatement utilisables pourraient conduire à une amélioration très sensible de ce que l'on pourrait appeler la productivité des « opérations » de développement rural.

*Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M.
le 6 mars 1984*

définitif hors de la communauté d'origine ; l'époque récente est marquée par l'apparition de stratégies nouvelles et complexes qui n'imposent plus le départ même s'il y a encore rupture...

(1) AMIRA, « Méthode d'évaluation des projets. Analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération de développement », AFIRD, Paris, fév. 1978, p. 9.

(2) Sur le modèle, par exemple, du Secrétariat Sénégalais à la Recherche en Sciences Humaines, qui centralise l'ensemble des résultats — même provisoires — des études en cours et qui dispose d'un certain pouvoir d'incitation pour la détermination des sujets de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

1. Les méthodes d'analyse régionale de structures agraires.

LAZAREV (G.), 1977. — « Une analyse régionale du problème agraire en Colombie », in : « *l'Espace Géographique* », VI, 2 : 113-123.

O.R.S.T.O.M., 1974. — « Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar ». Journées de Travail de Yaoundé, 9-12 octobre 1972, *Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M.*, Paris, 325 p.

O.R.S.T.O.M. (divers auteurs), 1971. — « Problèmes posés par le développement régional en Côte d'Ivoire », *Centre O.R.S.T.O.M., Petit Bassam*, vol. IV, n° 2 ; « L'analyse spatiale : méthodes et indicateurs », *id.*, n° 3.

TIHAY (J.-P.), 1977. — « La régionalisation agraire en Colombie », in : « *l'Espace géographique* », *op. cit.* : 124-126.

2. L'amélioration des rapports entre planification du développement et anthropologie.

ANCEY (G.), 1976. — « L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles », AMIRA, Paris, n° 16, 26 p.

CHARMES (J.), 1975. — « Société de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique », AMIRA, n° 1, 20 p.

CHARMES (J.), 1976. — « Théories, politiques et planification du développement », AMIRA, n° 14, 74+75 p.

THENEVIN (J.), 1978. — « L'investigation en milieu rural et la pratique de développement. Cadre d'intégration et approche systémique », AMIRA, n° 18, 63 p.

WINTER (G.), 1975. — « Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural », AMIRA, n° 2, 24 p.

IRAM, 1978. — « Méthode d'évaluation des projets. Analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération de développement », AMIRA/AFIRD, 100 p.

3. L'enquête Agro-socio-économique de PRONAREG/O.R.S.T.O.M.

BERNARD (A.) *et al.*, 1978. — « Diagnóstico Socio-Economico

del medio rural ecuatoriano », 15 vol., PRONAREG/O.R.S.T.O.M., Quito (les titres des volumes sont les suivants : Introduction méthodologique. La terre. Population et emploi. Production agricole. Productivité agricole. Les Inputs agricoles. Calendriers agricoles. Élevage. Potentialités de commercialisation. Revenus. Capital et Crédit. Consommation courante. Autoconsommation. Agro-industrie. Synthèse générale).

4. L'enquête ZSEH

FAUROUX (E.), 1979. — « Diagnóstico Socio-Económico del medio rural ecuatoriano » :

— Documento A. « Formación de las estructuras agrarias en el Ecuador. Metodología ». PRONAREG/O.R.S.T.O.M., Quito, mars 1979, 95 p.

— Documento B. « Las Zonas Socio-Económicas Homogéneas de la Sierra ». PRONAREG/O.R.S.T.O.M., Quito, mai 1979, 194 p.

— Documento C. « Las Zonas Socio-Económicas Homogéneas de la Costa ». PRONAREG/O.R.S.T.O.M./ILDIS, Quito, déc. 1979, 176 p.

— Documento D. (en collaboration avec M. RAMOS). « Las ZSEH del Oriente. Conclusiones generales a nivel nacional. » PRONAREG/O.R.S.T.O.M./ILDIS, avril 1980, 112 p.

5. L'enquête ZSEPH (en préparation)

— vol. 1. — Les procès de différenciation économique et sociale dans la Formation Sociale rurale de la Sierra et de la Costa de l'Équateur (1. L'évolution des rapports de production communautaires dans la Formation Sociale rurale équatorienne. 2. La Formation Sociale latifundiaire. 3. La crise de la Formation Sociale latifundiaire et la transition 1960-1980).

— vol. 2. — De la description anthropologique à la planification : l'exemple de l'Équateur. (1. La standardisation de l'information. 2. La modélisation et l'interprétation dynamique des fonctionnements. 3. Vers la détermination de ZSEPH).

— vol. 3. — La généralisation de la méthode. (1. Les conditions de la généralisation. 2. Le stockage et l'enrichissement de l'information. 3. Les perspectives).